

千九百七十一年の国際小麦協定の有効期間延長議定書

三三三

ドイツ連邦共和国のために

アイルランドのために

イタリアのために

日本国のために

第三条の規定に関する留保を付して

安川 壮

千九百七十四年四月十九日

(別紙)

日本国政府は、米（非締約国である開発途上にある国において生産されたものを除外しない。）の形態で又は受益国が要請する場合には農産物資の形態で援助を供与することによりこの議定書の第三条の規定に基づく義務を履行する権利を留保する。

ルクセンブルグのために

オランダ王国のために

ノールウェーのために

スウェーデンのために

レイフ・レイフランド

千九百七十四年四月十七日

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

FOR IRELAND:

FOR ITALY:

FOR JAPAN:

With a reservation to
Article III
Takeshi Yasukawa

April 19, 1974

"The Government of Japan reserves the right to discharge its obligations under Article III of this Protocol by providing assistance in the form of rice, not excluding rice produced in non-member developing countries, or, if requested by recipient countries, in the form of agricultural materials."

FOR LUXEMBOURG:

FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS:

FOR NORWAY:

FOR SWEDEN:

Leif Ielfland

April 17, 1974

スイスのために

千九百七十四年四月二十二日

F. Schynäcker

批准を条件として

千九百七十一年の規約のすべての締約国が
従来と同一の条件で参加することを期待して
署名する。

グレート・ブリテン及び北部アイルランド連合王国のために

アメリカ合衆国のために

J. フィル・キャンベル

千九百七十四年四月二十二日

FOR SWITZERLAND:

22 April 1974

F. Schynäcker

Sous réserve de ratification.

Cette signature est donnée dans

l'attente que tous les pays parties à

la Convention de 1971 y souscriront et

cela dans la même mesure que jusqu'à présent.

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND:

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:

J. Phil Campbell

22 April 1974

PROTOCOLES PORTANT PROVOGATION DE LA CONVENTION SUR LE
COMMERCE DU BLÉ ET DE LA CONVENTION RELATIVE À L'AIDE ALIMENTAIRE
CONSTITUANT L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLÉ DE 1971

PREAMBULE

Les Gouvernements participant à la Conférence pour

l'établissement des textes des Protocoles portant provocation des
Conventions constituant l'Accord international sur le blé de 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949 a été
révisé, renouvelé ou prorogé en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965,
1966, 1967, 1968 et 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé
de deux instruments juridiques distincts, la Convention sur
le commerce du blé de 1971, d'une part, et la Convention
relative à l'aide alimentaire de 1971, d'autre part, prend
fin le 30 juin 1974,

Ont établi les textes des Protocoles portant provocation de la
Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant
provocation de la Convention relative à l'aide alimentaire
de 1971.

PROTOCOLE PORTANT PROVOGATION

DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971

Les Gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention sur le commerce du blé de 1971
(ci-après dénommée "la Convention") de l'Accord international
sur le blé de 1971 vient à expiration le 30 juin 1974,
Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Provocation, venue à expiration et résiliation de la Convention

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du
présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les
parties au présent Protocole jusqu'au 30 juin 1975, étant entendu
toutefois qu'il y a un nouvel accord international en matière de blé
entre en vigueur avant le 30 juin 1975, ledit Protocole demeurera
en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord
seulement.

ARTICLE 2

Dispositions de la Convention rendues inopérantes

Les dispositions suivantes de la Convention sont
considérées comme inopérantes à compter du 1^{er} juillet 1974:

- a) le paragraphe 4 de l'article 19;
- b) les articles 22 à 26 inclus;
- c) le paragraphe 1 de l'article 27;
- d) les articles 29 à 31 inclus.

ARTICLE 3

Définition

Toute mention, dans le présent Protocole, du
"Gouvernement" ou des "Gouvernements" est réputée valoir aussi
pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée
"la Communauté"). En conséquence, toute mention, dans le présent

Protocole, de "la signature" ou du "dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion" ou d'un "instrument d'adhésion" ou d'une "déclaration d'application provisoire" par un Gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputé valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

ARTICLE 4

Dépositions financières

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre des voix qui lui seront attribuées et de la période restant à couvrir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

ARTICLE 5

Signature

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 2 avril 1974 au 22 avril 1974 inclus, à la signature des Gouvernements des pays parties à la Convention, ou provisoirement considérés comme étant parties à celle-ci, au 2 avril 1974, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés à l'annexe A ou à l'annexe B de la Convention.

ARTICLE 6

Ratification, acceptation, approbation ou conclusion

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacun des Gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles ou institutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1974, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE 7

Adhésion

- 1) Le présent Protocole sera ouvert:
 - a) jusqu'au 18 juin 1974, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre énuméré à cette date aux annexes A ou B de la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et
 - b) après le 18 juin 1974, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers du nombre des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers du nombre des voix exprimées par les membres importateurs.

- 2) L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.
- 3) Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des nombres énumérés aux annexes A ou B de la Convention, tout nombre dont le Gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article sera réputé énumérés dans l'annexe appropriée.

ARTICLE 8

Application provisoire

Tout Gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole. Tout autre Gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. Tout Gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE 9

Entrée en vigueur

- 1) Le présent Protocole entrera en vigueur, entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, conformément aux articles 6, 7 et 8 du présent Protocole avant le 18 juin 1974, dans les conditions suivantes:

- a) le 19 juin 1974, pour toutes les dispositions de la Convention autres que les articles 3 à 9, 21 et 24, et
- b) le 1er juillet 1974, pour les articles 3 à 9 compris et 21 de la Convention,

pourvu que ces instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou ces déclarations d'application provisoire, aient été déposés au plus tard le 18 juin 1974 au nom des Gouvernements représentant les nombres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe A et représentant les nombres importateurs qui détiennent au moins 50 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe B, ou qui détiendraient ces pourcentages de voix respectifs s'ils étaient parties à la Convention à cette date.

- 2) Le présent Protocole entre en vigueur, pour tout Gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après le 19 juin 1974 conformément aux dispositions pertinentes du présent Protocole, à la date dudit dépôt, étant entendu qu'aucune des parties dudit Protocole n'entrent en vigueur pour ce Gouvernement avant qu'elle n'entre en vigueur pour d'autres Gouvernements en vertu des paragraphes 1 ou 3 du présent article.
- 3) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire.

ARTICLE 10

Notification par le Gouvernement dépositaire

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à tous les Gouvernements signataires et adhérents toute signature, notification, acceptation, approbation, conclusion, application provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout présavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

ARTICLE 11

Copie certifiée conforme du Protocole

Le plus tôt possible, après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera parallèlement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 12

Rapports entre le Préambule et le Protocole

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant proposition de l'accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, détenteurs autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en adressera copie certifiée conforme à chaque Gouvernement signataire ou adhérent ainsi qu'au Secrétaire exécutif du Conseil.

PROTOKOL PORTANT PROVOGATION
DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1971

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 (ci-après dénommée "la Convention") de l'Accord international sur le blé de 1971 vient à expiration le 30 juin 1974,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I

ProvoGation, venue à expiration et régulation de la Convention

Sous réserve des dispositions de l'article II du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protocole jusqu'au 30 juin 1975, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1975, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE II

Dispositions de la Convention Pertinantes Inopérantes

Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article II, du paragraphe 1 de l'article III et des articles VI à XIV inclus de la Convention sont considérées comme Inopérantes à compter du 1er juillet 1974.

ARTICLE III

Aide alimentaire internationale

1) Les parties au présent Protocole sont convenues de fournir, à titre d'aide alimentaire aux pays en voie de

développement, du blé, des céréales secondaires ou leurs produits dérivés, propres à la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables, ou l'équivalent en espèces pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 2 ci-après.

2) La contribution annuelle minimale de chaque partie au présent Protocole est fixée comme suit:

	Tonnes métriques
Argentine	23,000
Australie	225,000
Canada	1,495,000
Etats-Unis d'Amérique	1,890,000
Finlande	14,000
Japon	225,000
Suède	35,000
Suisse	32,000

3) Aux fins de l'application du présent Protocole, toute partie qui aura signé ledit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article V ou qui y aura adhéré conformément aux dispositions appropriées de l'article VII sera réputée énumérée au paragraphe 2 de l'article III, avec la contribution minimale qui lui sera assignée conformément aux dispositions pertinentes de l'article V ou de l'article VII de ce Protocole.

ARTICLE IV

Coûté de l'aide alimentaire

Il sera institué un Coûté de l'aide alimentaire qui sera composé des parties énumérées au paragraphe 2 de l'article III du présent Protocole et des autres qui deviendront parties audit Protocole. Le Coûté désignera un président et un vice-président.

ARTICLE V

Signature

1) Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du

2 avril 1974 au 22 avril 1974 inclus, à la signature des Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Suède et de la Suisse, sous réserve qu'ils signent aussi bien le présent Protocole que le Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971.

2) Le présent Protocole sera également ouvert, dans les mêmes conditions, à la signature des parties à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, et de celles considérées provisoirement comme étant parties à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 qui ne sont pas énumérées au paragraphe 1 du présent article, pourvu que leur contribution soit au moins égale à celle qu'elles auraient soumise dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou, par la suite, dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971.

ARTICLE VI

Ratification, acceptation, approbation ou conclusion

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacune des parties signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles, sous réserve que chacune d'elles ratifie, accepte, approuve ou conclue également le Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1974, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE VII Adhésion

1) Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de toute partie visée à l'article V dudit Protocole, sous réserve que chacune d'elle adhère également au Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et sous réserve aussi, dans le cas des parties visées au paragraphe 2 de l'article V, que leur contribution soit au moins égale à celle qu'elles auraient soumise dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou, par la suite, dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971. Les instruments d'adhésion prévus au présent paragraphe seront déposés au plus tard le 18 juin 1974, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à toute partie qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2) Le Comité de l'aide alimentaire peut approuver l'adhésion au présent Protocole, en tant que donateur, du Gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Comité de l'aide alimentaire jugera appropriées, sous réserve que ce Gouvernement adhère aussi en même temps au Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, s'il n'est pas déjà partie à ce Protocole.

3) L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE VIII Application provisoire

Toute partie visée à l'article V du présent Protocole peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une

déclaration d'application provisoire du présent Protocole, sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Toute autre partie dont la demande d'adhésion est approuvée peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Afrique une déclaration d'application provisoire sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, à moins qu'elle ne soit déjà partie audit Protocole ou qu'elle n'ait déjà déposé une déclaration d'application provisoire dudit Protocole. Toute partie déposant une telle déclaration applique provisoirement la présent Protocole et est considérée provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE IX

Entrée en vigueur

- 1) Le présent Protocole entre en vigueur, pour les parties qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion,
- a) le 19 juin 1974 pour toutes les dispositions autres que l'article II de la Convention et l'article III du Protocole, et
- b) le 1^{er} juillet 1974 pour l'article II de la Convention et l'article III du Protocole,

sous réserve que tous les autres Gouvernements nommés au paragraphe 1 de l'article V du présent Protocole aient déposé de tels instruments ou une déclaration d'application provisoire au 16 juin 1974 et que le Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur. Le présent Protocole entre en vigueur pour toute autre partie qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du Protocole,

à la date dudit dépôt.

- 2) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les parties qui, au 19 juin 1974, auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront dé signer d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les parties qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, à condition que le Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur, ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE X

Ratification par le Gouvernement dépositaire

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Afrique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à toutes les parties signataires et adhérentes toute signature, toute ratification, toute acceptation, toute approbation, toute conclusion, toute application provisoire du présent Protocole et toute adhésion audit Protocole.

ARTICLE XI

Copie certifiée conforme du Protocole

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrer conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement

au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire
général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE XII

Rapport entre le Préambule et le Protocole

Le présent Protocole comprend le Préambule des
Protocoles portant prolongation de l'Accord international sur le
blé de 1971.

EN FOI DU QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet
effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont
signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur
signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise,
espagnole, française et russe font également foi. Les originaux
seront déposés dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis
d'Afrique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à
toutes les parties signataires et adhérentes.

PROTÓCOLOS PARA LA PROMOCIÓN DEL
CONVENIO SOBRE EL COMERCIO DEL TRIGO
Y DEL CONVENIO SOBRE LA AYUDA ALIMENTARIA
QUE CONSTITUYEN EL CONVENIO INTERNACIONAL DEL TRIGO, 1971

PREAMBULO

Los Gobiernos participantes en la Conferencia para fijar los textos de los Protocolos para la prórroga de los Convenios que constituyen el Convenio Internacional del Trigo, 1971

Considerando que el Convenio Internacional del Trigo de 1949 fue revisado, renovado o prorrogado en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968 y 1971,

Considerando que el Convenio Internacional del Trigo, 1971 que comprende dos instrumentos jurídicos independientes, el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971 y el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971 expira el 30 de junio de 1974,

Han fijado los textos de Protocolos para la prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo y para la prórroga del Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971.

PROTÓCOLO PARA LA PROMOCIÓN DEL
CONVENIO SOBRE EL COMERCIO DEL TRIGO, 1971

Los Gobiernos partes en el presente Protocolo,
Considerando que el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971 (en adelante llamado "el Convenio") del Convenio Internacional del Trigo, 1971, expira el 30 de junio de 1974,

Han convenido lo siguiente:

ARTÍCULO 1

Prórroga, extinción y resolución del Convenio

A reserva de lo dispuesto en el Artículo 2 del presente Protocolo, el Convenio permanecerá en vigor entre las partes integrantes del presente Protocolo hasta el 30 de junio de 1975, quedando entendido que, si antes del 30 de junio de 1975 entrase en vigor un nuevo convenio internacional sobre el trigo, el presente Protocolo sólo permanecerá vigente hasta la fecha de entrada en vigor del nuevo convenio.

ARTÍCULO 2

Disposiciones inherentes del Convenio

A partir del 1 de julio de 1974, se considerarán derogadas las siguientes disposiciones del Convenio:

- a) el párrafo 4) del Artículo 19;
- b) los Artículos 22 al 26 inclusive;
- c) el párrafo 1) del Artículo 27;
- d) los Artículos 29 al 31 inclusive.

ARTÍCULO 3

Definición

Toda referencia en el presente Protocolo a un "gobierno" o "gobiernos" será de aplicación a la Comunidad Económica Europea (en adelante "la Comunidad"). Por consiguiente, toda referencia

en el presente Protocolo a "firma", "depósito de instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión", "instrumento de adhesión" o "declaración de aplicación provisional" por un gobierno, comprende, en el caso de la Comunidad, la firma o declaración de aplicación provisional en nombre de la Comunidad por su autoridad competente y el depósito del instrumento que, con arreglo a los procedimientos institucionales de la Comunidad, debe depositar para la conclusión de un convenio internacional.

ARTICULO 4

Disposiciones financieras

La contribución inicial de todo miembro exportador o importador, que efectúe su adhesión al presente Protocolo con arreglo al apartado b) del párrafo 1) del Artículo 7 del mismo, será determinada por el Consejo tomando como base los votos que se le hayan asignado y el período que quede por transcurrir del año agrícola en curso, pero no se modificarán las contribuciones de los demás miembros exportadores e importadores ya determinadas para dicho año agrícola.

ARTICULO 5

Firma

El presente Protocolo estará abierto en Washington, desde el 2 de abril de 1974 hasta el 22 de abril de 1974 inclusive, a la firma de los Gobiernos de los países partes en el Convenio, o que, al 2 de abril de 1974, son provisionalmente considerados como partes en el Convenio, o que son miembros de las Naciones Unidas, de sus organismos especializados o del Organismo Internacional de Energía Atómica, y están indicados en los Anexos A y B del Convenio.

ARTICULO 6

Ratificación, aceptación, aprobación o conclusión

El presente Protocolo quedará sujeto a la ratificación, aceptación, aprobación o conclusión de cada Gobierno signatario, de acuerdo con sus respectivos procedimientos constitucionales o institucionales. Los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión se depositarán ante el Gobierno de los Estados Unidos de América, a más tardar el 18 de junio de 1974, quedando entendido que el Consejo podrá conceder una o varias prórrogas a todo Gobierno signatario que no haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión en la fecha indicada.

ARTICULO 7

Adhesión

- 1) El presente Protocolo quedará abierto a la adhesión:
 - a) hasta el 18 de junio de 1974, del Gobierno de todo miembro que figure en el Anexo A o B del Convenio en dicha fecha, quedando entendido que el Consejo podrá conceder una o varias prórrogas del plazo a todo Gobierno que no haya depositado su instrumento en dicha fecha, y
 - b) después del 18 de junio de 1974, del Gobierno de todo miembro de las Naciones Unidas, o sus organismos especializados o del Organismo Internacional de Energía Atómica, con arreglo a las condiciones que el Consejo estime oportuno establecer por una mayoría no inferior a los dos tercios de los votos emitidos por los miembros exportadores y a los dos tercios de los votos

entitidos por los miembros importadores.

2) La adhesión se efectuará mediante depósito de un instrumento de adhesión ante el Gobierno de los Estados Unidos de América.

3) Cuando, para los fines de aplicación del Convenio y el presente Protocolo, se haga referencia a miembros que figuren en los Anexos A o B del Convenio, se entenderá que los miembros cuyos Gobiernos se hayan adherido al Convenio en las condiciones establecidas por el Consejo, o al presente Protocolo según dispone el apartado b) del párrafo 1) del presente Artículo, figuran en el Anexo correspondiente.

ARTICULO 8

Aplicación provisional

Todo Gobierno signatario podrá depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional del presente Protocolo. Cualquiera otro Gobierno en situación de firmar el presente Protocolo o cuya solicitud de adhesión la haya aprobado el Consejo, podrá así mismo depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional. Todo Gobierno que deposite tal declaración, aplicará provisionalmente el presente Protocolo y será considerado, provisionalmente, como parte en el mismo.

ARTICULO 9

Entrada en vigor

1) El presente Protocolo entrará en vigor entre aquellos Gobiernos que, al 18 de junio de 1974, hayan depositado sus instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión o declaraciones de aplicación provisional, de acuerdo con los Artículos 6, 7 y 8 del presente Protocolo, de la manera siguiente:

a) el 19 de junio de 1974, con respecto a todas las disposiciones del Convenio, que no sean las comprendidas en los Artículos 3 al 9, ambos inclusive, y el Artículo 21; y

b) el 1 de julio de 1974, con respecto a los Artículos 3 al 9, ambos inclusive, y el Artículo 21 del Convenio; siempre que se hayan depositado tales instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, o declaraciones de aplicación provisional, no más tarde del 18 de junio de 1974, en nombre de Gobiernos que representen a miembros exportadores que tengan por lo menos el 60% de los votos indicados en el Anexo A y miembros importadores que tengan por lo menos el 50% de los votos indicados en el Anexo B, o que hubiesen tenido, respectivamente, tales votos si hubiesen sido partes en el Convenio en dicha fecha.

2) El presente Protocolo entrará en vigor, para los Gobiernos que depositen el instrumento de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión después del 19 de junio de 1974 de conformidad con las disposiciones pertinentes del presente Protocolo, en la fecha en que se efectúe tal depósito, quedando entendido que ninguna parte del mismo entrará en vigor para dicho Gobierno hasta que esta parte entre en vigor para los demás Gobiernos de conformidad con lo dispuesto en los párrafos 1) ó 3) del presente Artículo.

3) Si el presente Protocolo no entrase en vigor de acuerdo con lo dispuesto en el párrafo 1) del presente Artículo, los Gobiernos que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, o declaraciones de aplicación provisional, podrán decidir de común acuerdo que el Protocolo entrará en vigor entre aquellos Gobiernos que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión o declaraciones de aplicación provisional.

ARTICULO 10

Notificación del Gobierno depositario

El Gobierno de los Estados Unidos de América, en su calidad de Gobierno depositario, deberá notificar a todos los Gobiernos signatarios y a todos los Gobiernos que se hayan adherido, toda firma, ratificación, aceptación, aprobación, conclusión, aplicación provisional del presente Protocolo, y toda adhesión al mismo, así como toda notificación y comunicado que reciba en virtud del Artículo 27 del Convenio y toda declaración y notificación que reciba con arreglo al Artículo 28 del Convenio.

ARTICULO 11

Copia certificada del Convenio

Tan pronto como sea posible después de la entrada en vigor definitiva del presente Protocolo, el Gobierno depositario enviará copia certificada del presente Protocolo en los idiomas español, francés, inglés y ruso al Secretario General de las Naciones Unidas para que lo registre con arreglo a lo dispuesto en el Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas. Toda emienda al presente Protocolo se comunicará en la misma forma al Secretario General de las Naciones Unidas.

ARTICULO 12

Relación entre el Preámbulo y el Protocolo

El presente Protocolo comprende el Preámbulo a los Protocolos en cuya virtud se prorrogó el Convenio Internacional del Trigo, 1971.

EN FE DE LO CUAL, los infrascriptos, debidamente autorizados al efecto por sus respectivos Gobiernos o autoridades, han firmado el presente Protocolo en las fechas que figuran junto a sus firmas.

Los textos del presente Protocolo en los idiomas español, francés, inglés y ruso serán igualmente auténticos. Los originales serán entregados en depósito al Gobierno de los Estados Unidos de América, el cual remitirá copia certificada de los mismos a cada parte signataria o que se adhiera, y al Secretario Ejecutivo del Consejo.

PROTOCOLO PARA LA PROROGA DEL
CONVENIO SOBRE LA AYUDA ALIMENTARIA, 1971

Las partes en el presente Protocolo,

Considerando que el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971

(en adelante llamado "el Convenio") del Convenio Internacional

del Trigo, 1971, expira el 30 de junio de 1974,

Han convenido lo siguiente:

ARTICULO I

Protección, expiración y rescisión del Convenio

A reserva de lo dispuesto en el Artículo II del presente

Protocolo, el Convenio permanecerá en vigor entre las partes

integrantes del presente Protocolo hasta el 30 de junio de 1975,

quedando entendido que, si antes del 30 de junio de 1975 entrase

en vigor un nuevo convenio sobre la ayuda alimentaria, el presente

Protocolo sólo permanecerá vigente hasta la fecha de entrada en

vigor del nuevo convenio.

ARTICULO II

Disposiciones inoperantes del Convenio

A partir del 1 de julio de 1974, se considerarán derogadas

las disposiciones del Convenio correspondientes a los párrafos 1),

2) y 3) del Artículo II, del párrafo 1) del Artículo III y de los

Artículos VI y XIV, inclusive.

ARTICULO III

Ayuda alimentaria internacional

1) Las partes en el presente Protocolo se comprometen a hacer
aportaciones, como ayuda alimentaria a los países en desarrollo, de
trigo, cereales secundarios o sus productos derivados, adecuados
para el consumo humano y de un tipo y calidad aceptables, o su

equivalente en efectivo, en las cantidades anuales mínimas
especificadas en el párrafo 2) a continuación.

2) La aportación anual mínima de cada una de las partes que
integran el presente Protocolo se fija del modo siguiente:

	<u>Toneladas métricas</u>
Argentina	23,000
Australia	225,000
Canadá	495,000
Estados Unidos de América	1,090,000
Finlandia	14,000
Japón	225,000
Suecia	35,000
Suiza	32,000

3) A los efectos de la aplicación del presente Protocolo,
toda parte en el mismo que lo firme en virtud del párrafo 2) del
Artículo V, o que se adhiera a él en virtud de las disposiciones
pertinentes del Artículo VII, se considerará enumerada en el
párrafo 2) del Artículo III del presente Protocolo junto con la
aportación mínima que se le asigne con arreglo a las disposiciones
pertinentes del Artículo V o del Artículo VII del presente Protocolo.

ARTICULO IV

Comité de Ayuda Alimentaria

Se constituirá un Comité de Ayuda Alimentaria que estará
integrado por cada una de las partes que figuren en el párrafo 2)
del Artículo III del presente Protocolo y por cualesquiera otras
que pasen a ser partes del presente Protocolo. El Comité nombrará
a su presidente y vicepresidente.

ARTICULO V

Firma

1) El presente Protocolo quedará abierto a la firma en
Washington, desde el 2 de abril de 1974 hasta el 22 de abril de 1974
inclusive, de los Gobiernos de Argentina, Australia, Canadá, Estados

Unidos de América, Finlandia, Japón, Suecia y Suiza, siempre y cuando firmen tanto el presente Protocolo como el Protocolo que prorroga el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971.

2) El presente Protocolo quedará igualmente abierto, en las mismas condiciones, a la firma de las partes en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1967, o en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971, y aquellas que sean consideradas provisionalmente como partes en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971, no enumeradas en el párrafo 1) del presente artículo, siempre y cuando su aportación sea, por lo menos, igual a la que convinieron hacer en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1967 o, subsecuentemente, en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971.

ARTICULO VI

Ratificación, aceptación, aprobación o conclusión

El presente Protocolo estará sujeto a la ratificación, aceptación, aprobación o conclusión de cada uno de los signatarios, de conformidad con sus respectivos procedimientos constitucionales o institucionales siempre y cuando ratifique, acepte, apruebe o concluya así mismo el Protocolo prorrogando el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971. Los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión se depositarán ante el Gobierno de los Estados Unidos de América, a más tardar, el 18 de junio de 1974, quedando entendido que el Comité de Ayuda Alimentaria podrá conceder una o varias prórogas a todo signatario que no haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión en la fecha indicada.

ARTICULO VII

Adhesión

1) El presente Protocolo quedará abierto a la adhesión de cada una de las partes que se mencionan en el Artículo V del presente

Protocolo, siempre y cuando se adhiera también al Protocolo en cuya virtud se prorroga el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, y siempre y cuando además, en el caso de las partes mencionadas en el párrafo 2) del Artículo V, su aportación sea por lo menos igual a la que convinieron efectuar en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1967 o, subsecuentemente, en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971. Los instrumentos de adhesión relacionados con este párrafo se depositarán, a más tardar, el 18 de junio de 1974, quedando entendido que el Comité de Ayuda Alimentaria podrá conceder una o varias prórogas a cualquiera de las partes que no haya depositado su instrumento de adhesión en la fecha indicada.

2) El Comité de Ayuda Alimentaria podrá aprobar la adhesión al presente Protocolo, como demande, del Gobierno de todo miembro de las Naciones Unidas, así como de sus organismos especializados o del Organismo Internacional de Energía Atómica, en las condiciones que el Comité de Ayuda Alimentaria considere pertinentes, siempre y cuando el Gobierno de que se trate, a su vez, se adhiera también al Protocolo en cuya virtud se prorroga el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, si no formara ya parte del mismo.

3) La adhesión se llevará a efecto depositando el instrumento de adhesión pertinente ante el Gobierno de los Estados Unidos de América.

ARTICULO VIII

Aplicación provisional

Toda parte que esté mencionada en el Artículo V del presente Protocolo podrá depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional del presente Protocolo, siempre y cuando deposite también una declaración de aplicación provisional del Protocolo en cuya virtud se prorroga el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971. Toda otra parte cuya solicitud de adhesión al presente Protocolo sea

aprobada podrá así mismo depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional, siempre y cuando la parte de que se trate deposite también una declaración de aplicación provisional del Protocolo en cuya virtud se prorroga el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1911, a menos que sea ya parte en dicho Protocolo o haya depositado ya una declaración de aplicación provisional del mismo. Toda parte que así deposite tal declaración, aplicará provisionalmente el presente Protocolo y será considerada provisionalmente como parte en el mismo.

ARTICULO IX

Entrada en vigor

1) El presente Protocolo entrará en vigor para aquellas partes que hayan depositado sus instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión

- a) el 19 de junio de 1974, con respecto a todas las disposiciones, salvo las comprendidas en el Artículo II del Convenio y Artículo III del Protocolo, y
- b) el 1 de julio de 1974, con respecto al Artículo II del Convenio y Artículo III del presente Protocolo,

siempre y cuando todos los Gobiernos mencionados en el párrafo 1) del Artículo V del presente Protocolo hayan depositado dichos instrumentos o una declaración de aplicación provisional a más tardar, el 18 de junio de 1974, y que el Protocolo en cuya virtud se prorroga el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1911, esté en vigor. Para toda otra parte, que deposite el instrumento de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, después de que el Protocolo haya entrado en vigor, el presente

Protocolo entrará en vigor en la fecha en que se efectúe tal depósito.

2) Si el presente Protocolo no entrase en vigor de acuerdo con lo dispuesto en el párrafo 1) del presente Artículo, las partes que, para el 19 de junio de 1974, hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, o declaraciones de aplicación provisional, podrán decidir de común acuerdo que el mismo entrará en vigor entre aquellas partes que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, siempre que el Protocolo en cuya virtud se prorroga el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1911, esté en vigor, o podrán tomar toda otra decisión que, a su parecer, requiera la situación.

ARTICULO X

Notificación del Gobierno depositario

El Gobierno de los Estados Unidos de América, en su calidad de Gobierno depositario, notificará a todas las partes signatarias y a todas las partes que se hayan adherido, toda firma, ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o aplicación provisional del presente Protocolo, y toda adhesión al mismo.

ARTICULO XI

Copia certificada del Protocolo

Tan pronto como sea posible, después de la entrada en vigor definitiva del presente Protocolo, el Gobierno depositario enviará copia certificada del mismo en los idiomas español, francés, inglés y ruso al Secretario General de las Naciones Unidas para que lo registre con arreglo a lo dispuesto en el Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas. Toda enmienda al presente Protocolo se comunicará de la misma manera al Secretario General

de las Naciones Unidas.

ARTICULO XII

Relación entre el Preamble y el Protocolo

El presente Protocolo comprende el Preamble de los Protocolos en cuya virtud se prorroga el Convenio Internacional del Fidejo, 1971.

EN FE DE LO CUAL, los infrascriptos, debidamente autorizados a este efecto por sus respectivos Gobiernos o autoridades, han firmado este Protocolo en las fechas que aparecen junto a sus firmas.

Los textos del presente Protocolo, en los idiomas español, francés, inglés y ruso, serán todos igualmente auténticos. Los originales serán entregados en depósito al Gobierno de los Estados Unidos de América, el cual remitirá copia certificada de los mismos a cada uno de los Gobiernos signatarios o que se adhieran al Protocolo.

ПРОТОКОЛ

О ПРОДЛЕНИИ СРОКА ДЕЙСТВИЯ КОНВЕНЦИИ О ТОРГОВЛЕ ПШЕНИЦЕЙ И КОНВЕНЦИИ ОБ ОКАЗАНИИ ПРОДОВОЛЬСТВЕННОЙ ПОМОЩИ. СОСТАВЛЯЮЩИХ МЕЖДУНАРОДНОЕ СОГЛАШЕНИЕ ПО ПШЕНИЦЕ 1971 ГОДА

ПРЕАМБУЛА

Правительства, принимавшие участие в Конференции по составлению текстов Протоколов о продлении срока действия Конвенций, составляющих Международное соглашение по пшенице 1971 г.,

Принимая во внимание, что Международное соглашение по

пшенице 1949 г. пересматривалось, возобновлялось или пролонгировалось в 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968 и 1971 гг.,

Принимая во внимание, что срок действия Международного соглашения по пшенице 1971 г., состоящего из двух самостоятельных юридических актов, Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. и Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г., истекает 30 июня 1974 года,

Составили тексты Протоколов о продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. и продлении срока действия Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г.

ПРОТОКОЛ

О ПРОДЛЕНИИ СРОКА ДЕЙСТВИЯ КОНВЕНЦИИ О ТОРГОВЛЕ ПШЕНИЦЕЙ 1971 ГОДА

Правительства - стороны настоящего Протокола,

Принимая во внимание, что срок действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 года (именуемой в дальнейшем "Конвенция") Международного соглашения по пшенице 1971 года истекает 30 июня 1974 года,

Согласились о следующем:

СТАТЬЯ 1

Продление, истечение и прекращение срока действия

Конвенции

Согласно положениям статьи 2 настоящего Протокола, Конвенция останется в силе для сторон данного Протокола до 30 июня 1975 года, предусматривая, что, если новое международное соглашение по пшенице вступит в силу до 30 июня 1975 года, действие настоящего Протокола останется в силе только до момента вступления в силу нового соглашения.

СТАТЬЯ 2

Неоперативные положения Конвенции

С 1 июля 1974 года следующие положения Конвенции будут считаться как не имеющие силу:

- (a) параграф (4) статьи 19;
- (b) статьи с 22 по 26 включительно;
- (c) параграф (1) статьи 27;
- (d) статьи с 29 по 31 включительно.

СТАТЬЯ 3

Определение

Любую ссылку в настоящем Протоколе на "Правительств" или "Правительства" следует понимать как включающую ссылку на Европейское экономическое сообщество (именуемое в дальнейшем "Сообщество"). Следовательно любую ссылку в настоящем Протоколе на "подписание" или на "депонирование ратификационных грамот", принятие, одобрение или заключение" или на "акт о присоединении" или на "декларацию о временном применении" Правительством следует, применительно к Сообществу, понимать как включающую подписание или декларацию о временном применении от имени Сообщества ее компетентными органами и депонирование акта, который, согласно уставной процедуре Сообщества, делается на хранение при заключении международного соглашения.

СТАТЬЯ 4

Финансовые вопросы

Первоначальный взнос любого участника-экспортера или импортера, присоединяющегося к настоящему Протоколу, согласно параграфу (1) (b) статьи 7, устанавливается Советом на основании числа голосов, которыми этот участник будет располагать, и срока, остающегося до истечения текущего сельскохозяйственного года, причем взносы, установленные для других участников-экспортеров и импортеров на текущий сельскохозяйственный год, остаются без изменения.

СТАТЬЯ 5

Подписание

Настоящий Протокол открыт для подписания в Вашингтоне со 2 апреля 1974 г. до 22 апреля 1974 г. включительно Правительствами стран, являющихся сторонами Кон-

千九百七十一年の国際小麦協定の有効期間延長議定書

венции или временно считавшимися на 2 апреля 1974 г., или которые являются членами Организации Объединенных Наций, ее специализированных учреждений или Международного агентства по атомной энергии и помечены в приложении А или приложении В Конвенции.

СТАТЬЯ 6

Ратификация, принятие, одобрение или заключение

Настоящий Протокол подлежит ратификации, принятию, одобрению или заключению каждым подписавшим его Правительством в соответствии с надлежащими конституционными и административными процедурами. Акты о ратификации, принятии, одобрении или заключении должны быть сданы на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки не позднее 18 июня 1974 г., за исключением случаев, когда Совет может предоставить одну или более отсрочек любому подписавшему Правительству, которое не сдало к указанному сроку акты о ратификации, принятии, одобрении или заключении.

СТАТЬЯ 7

Присоединение

- (1) Настоящий Протокол открыт для присоединения:
 - (a) до 18 июня 1974 г. Правительством любой страны-участника, помеченного к этой дате в приложении А или В Конвенции, за исключением случаев, когда Совет может предоставить одну или более отсрочек любому Правительству, которое не успело к этому времени сдать на хранение акты о присоединении, и
 - (b) после 18 июня 1974 г. Правительством любой страны члена Организации Объединен-

ных Наций, ее специализированных организаций или Международного агентства по атомной энергии на условиях, которые Совет сочтет целесообразными, по крайней мере большинством не менее, чем в две трети голосов участников-экспортеров и большинства не менее, чем в две трети голосов участников-импортеров.

(2) Присоединение осуществляется путем сдачи на хранение акта о присоединении Правительству Соединенных Штатов Америки.

(3) В тех случаях, когда для целей действия данной Конвенции и настоящего Протокола делается ссылка на участников, перечисленных в приложении А или В, любой участник, Правительство которого присоединилось к Конвенции на условиях, предложенных Советом, или к настоящему Протоколу в соответствии с параграфом (1) (b) настоящей статьи, считается внесенным в соответствующее приложение.

СТАТЬЯ 8

Временное применение

Любое подписавшее Правительство может сдать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении настоящего Протокола. Любое другое Правительство, имеющее право подписать настоящий Протокол, или чья просьба о присоединении одобрена Советом, может также сдать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении. Любое Правительство, сдавшее на хранение такую декларацию, временно применяет этот Протокол и временно считается его стороной.

СТАТЬЯ 9

Вступление в силу

(1) Настоящий Протокол вступает в силу для тех Правительств, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении или деклараций о временном применении в соответствии со статьями 6, 7 и 8 настоящего Протокола к 18 июня 1974 г. в следующем порядке:

(a) 19 июня 1974 г. в отношении всех положений Конвенции, за исключением статей 3-9 включительно и статьи 21 и

(b) 1 июля 1974 г. в отношении статей 3-9 включительно и статьи 21 Конвенции,

если данные акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении или декларации о временном применении были сданы на хранение не позднее, чем 18 июня 1974 г. от имени Правительства, представлявших участников - экспортеров, которые располагают по крайней мере 60% голосов, указанных в приложении А, и представлявших участников-импортеров, располагающих по крайней мере 50% голосов, указанных в приложении В, или, если бы они располагали соответственно таким количеством голосов, являясь к тому времени сторонами Конвенции.

(2) Настоящий Протокол вступает в силу в отношении любого Правительства, которое сдало на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении после 19 июня 1974 г., согласно соответствующим положениям настоящего Протокола с дать такой сдачи, за исключением того, что ни одна из частей его не будет иметь силу для такого Правительства до того, как эта часть не вступит в силу для других Правительств в соответствии с параграфами (1) и (3) настоящей статьи.

(3) Если настоящий Протокол не вступит в силу в соответствии с параграфом (1) настоящей статьи, Правительства, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключениях или присоединении или декларации о временном применении могут путем общего соглашения решить, что Протокол вступает в силу для тех Правительств, которые сдали акты о ратификации, принятии, одобрении, заключениях или присоединении или декларации о временном применении.

СТАТЬЯ 10

Нотификация Правительством страны-депозитария

Правительством Соединенных Штатов Америки, как Правительством страны-депозитария, будет информировать все Правительства, подписавшие Протокол или присоединившиеся к нему, о каждом случае подписания, ратификации, принятия, одобрения, заключения, временного применения и присоединения к настоящему Протоколу, также как и о каждой нотификации и уведомлении, полученных в соответствии со статьей 27 Конвенции, и о каждой декларации и нотификации, полученных в соответствии со статьей 28 Конвенции.

СТАТЬЯ 11

Заверенная копия Протокола

В самое ближайшее время после вступления в силу настоящего Протокола Правительство-депозитарий посылает Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций заверенную копию настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском языках для регистрации в соответствии со статьей 102. Устава Объединенных Наций. Любые поправки к настоящему Протоколу сообщаются в таком же порядке.

СТАТЬЯ 12

Взаимосвязь Преамбулы и Протокола

Настоящий Протокол включает преамбулу к Протоколу о продлении срока действия Международного соглашения по пшенице 1971 г.

В ДОКАЗАТЕЛЬСТВО ЧЕГО нижеподписавшиеся, будучи надеждами образом на то упомянуты, своими соответствующими Правительствами, подписали настоящую Конвенцию в дате, указанные против их подписей.

Тексты настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском языках являются равно аутентичными. Подлинники сдаются на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки, которое рассылает заверенные копии каждому подписавшему Правительству, какому присоединившемуся Правительству и Исполнительному секретарю Совета.

ПРОТОКОЛ

О ПРОЛОНЕНИИ СРОКА ДЕЙСТВИЯ КОНВЕНЦИИ ОБ ОКАЗАНИИ
ПРОДОВОЛЬСТВЕННОЙ ПОМОЩИ 1971 Г.

Стороны настоящего Протокола,

Принимая во внимание, что срок действия Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г. (в дальнейшем именуемой "Конвенция") Международного соглашения по пшенице 1971 г. истекает 30 июня 1974 г.,
Согласившись о следующем:

СТАТЬЯ 1

Продление, истечение и прекращение срока действия

Конвенции

Согласно положениям статьи II настоящего Протокола, действие Конвенции останется в силе для сторон этого Протокола до 30 июня 1975 года, предусматривая, что, если новое соглашение об оказании продовольственной помощи вступит в силу до 30 июня 1975 г., Протокол останется в силе только до момента вступления в силу нового соглашения.

СТАТЬЯ II

Неоперативные положения Конвенции

Положения параграфов (1), (2) и (3) статьи II, параграфа (1) статьи III и статей У1-ХIV включительно данной Конвенции считаются с 1-го июля 1974 года как не имеющие силы.

СТАТЬЯ III

Международная продовольственная помощь

(1) Стороны настоящего Протокола согласно предоставлять в качестве продовольственной помощи развивавшимся странам пшеницу, кормовое зерно или продукты из

них, пригодные для пищевых нужд, и приемлемого класса и качества, либо эквивалента наличными в годовом размере, указанным в параграфе (2) ниже.

(2) Минимальный годовой внос каждой стороны настоящего Протокола устанавливается в следующем размере:

	<u>Метрические тонны</u>
1. Австралия	225.000
2. Аргентина	23.000
3. Канада	495.000
4. Соединенные Штаты Америки	1.890.000
5. Финляндия	14.000
6. Швеция	35.000
7. Швейцария	32.000
8. Япония	225.000

(3) В целях осуществления настоящего Протокола, любая сторона, подписавшая настоящий Протокол в соответствии с пунктом (2) статьи У, или присоединившаяся к настоящему Протоколу, согласно соответствующих положений статьи УII, считается поминиманной в пункте (2) статьи III настоящего Протокола с указанием минимального вноса этой страны, определенного согласно соответствующим положениям статьи У или статьи УII настоящего Протокола.

СТАТЬЯ IV

Комитет по продовольственной помощи

Будет учрежден Комитет по продовольственной помощи, членство которого будет состоять из сторон, поминиманых в параграфе (2) статьи III настоящего Протокола, и других, которые станут сторонами Протокола. Комитет назначит председателей и заместителей.

СТАТЬЯ У

Подписание

(1) Настоящий Протокол открыт для подписания в Вашингтоне со 2 апреля 1974 г. по 22 апреля 1974 г. включительно правительствами Австралии, Аргентины, Канады, Соединенных Штатов Америки, Финляндии, Швеции, Швейцарии, Японии при условии подписания ими настоящего Протокола и Протокола о продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г.

(2) Настоящий Протокол также открыт для подписания на тех же условиях сторонами Конвенции об оказании продовольственной помощи 1967 г. или Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г. и временно считавшимися сторонами Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г., которые не перечислены в параграфе (1) настоящей статьи, если их взносы будут по крайней мере равны взносам, которые они обладали внести, согласно Конвенции об оказании продовольственной помощи 1967 г., или впоследствии, согласно Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г.

СТАТЬЯ У1

Ратификация, принятие, одобрение или заключение

Настоящий Протокол подлежит ратификации, принятию, одобрению или заключению каждой из подписавших его сторон в соответствии с их конституционными или административными процедурами при условии, что она также ратифицирует, примет, одобрит или заключит Протокол о продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. Акты о ратификации, принятии, одобрении или заключении даются на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки не позднее 18 июня 1974 г., за исключением тех случаев, когда Комитет по продовольственной помощи может предоставить одну или более отсрочек любой подписавшей стороне, которая не сдала на хранение к этому

времени акты о ратификации, принятии, одобрении или заключении.

СТАТЬЯ УП

Присоединение

(1) Настоящий Протокол открыт для присоединения к нему любой стороной, упомянутой в статье У настоящего Протокола, при условии, что она также присоединится к Протоколу о продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г., а также при условии, что взносы стран, упомянутых в параграфе (2) статьи У, будут по крайней мере равны взносам, которые они согласились внести, согласно Конвенции об оказании продовольственной помощи 1967 г., или впоследствии, согласно Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 г. Согласно этому параграфу, акты о присоединении должны быть сданы на хранение не позднее 18 июня 1974 г., за исключением тех случаев, когда Комитет по продовольственной помощи может предоставить одну или более отсрочек любой стороне, которая к этому сроку не сдала на хранение акты о присоединении.

(2) Комитет по продовольственной помощи может одобрить присоединение к настоящему Конвенции в качестве донора Правительство любой страны-члена Организации Объединенных Наций, ее специализированных учреждений или международного агентства, по атомной энергии на условиях, которые он сочтет приемлемыми, при условии, что такое Правительство также присоединяется в то же самое время к Протоколу о продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г., если они уже не являлись его сторонами.

(3) Присоединение осуществляется путем сдачи на хранение акта о присоединении Правительству Соединенных

Штатов Америки.

СТАТЬЯ УШ

Временное применение

Любая сторона, упомянутая в статье У настоящего Протокола, может сдать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении настоящего Протокола при условии, если она также сдаст на хранение декларацию о временном применении Протокола о продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. Любая другая сторона, чья декларация о присоединении одобрена, может также сдать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении при условии, что сторона также сдает на хранение декларацию о временном применении Протокола о продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г., если она уже не является стороной данного Протокола или уже сдала на хранение декларацию о временном применении настоящего Протокола. Любая такая сторона, депонирующая такую декларацию, временно применяет настоящий Протокол и временно считается его стороной.

СТАТЬЯ ІХ

Вступление в силу

(1) Настоящий Протокол вступает в силу для тех сторон, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении в следующем порядке:

- (a) 19 июня 1974 г. в отношении всех положе-
ний, кроме положений статьи П
Конвенции и статьи Ш Протокола, и
- (b) 1 июля 1974 г. в отношении статьи П

настоящей Конвенции и статьи Ш Протокола.

при условии, что все Правительства, перечисленные в параграфе (1) статьи У настоящего Протокола, сдали на хранение такие акты или декларацию о временном применении к 18 июня 1974 г., при условии нахождения в силе Протокола о продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. Для любой другой стороны, которая сдает на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении после вступления в силу настоящего Протокола, такой Протокол вступит в силу с момента сдачи на хранение указанных актов.

(2) Если настоящий Протокол не вступит в силу в соответствии с положениями параграфа (1) настоящей статьи, то стороны, которые к 19 июня 1974 г. сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении или декларации о временном применении, могут решить по взаимной договоренности, что Протокол вступит в силу для тех сторон, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении при условии, что Протокол о продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. находится в силе или они могут принять другие меры, которых, по их мнению, требует обстановка.

СТАТЬЯ Х

Нотификация Правительства страны - Депозитария
Правительством Соединенных Штатов Америки, как Правительством страны-депозитария, уведомляют всех участников и присоединившихся сторон о каждом случае подписания, ратификации, принятия, одобрения, заключения, временного применения или присоединения к насто-

шему Протоколу.

СТАТЬЯ XI

Заверенная копия Протокола

В самое ближайшее время после окончательного вступления в силу настоящего Протокола Правительство-депозитарий посылает Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций заверенную копию настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском языках для регистрации в соответствии со статьей 102 Устава Организации Объединенных Наций. Любые поправки к настоящему Протоколу сообщаются в таком же порядке.

СТАТЬЯ XII

Взаимосвязь преамбулы и Протокола

Настоящий Протокол включает преамбулу к Протоколам о продлении срока действия Международного соглашения по пшенице 1971 г.

В ДОКАЗАТЕЛЬСТВО ЧЕГО нижеподписавшиеся, будучи на то надлежащим образом уполномочены своими Правительствами или органами власти, подписали настоящий Протокол в дату, указанные против их подписей.

Тексты настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском языках являются равноauthenticными. Подлинники сдаются на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки, которое рассылает заверенные копии каждой подписавшей и присоединившейся стороне.

(参 考)

この議定書は、一九七一年の国際小麦協定の有効期間を一年間延長するものであり、同協定を構成する小麦貿易規約及び食糧援助規約の両規約の有効期間を延長するための技術的な規定を定めたものである。

千九百七十一年の国際小麦協定の有効期間延長議定書